



RAPPORT ANNUEL

2012
2013

Comite logement Rosemont

Le Comité logement Rosemont est un organisme communautaire autonome. Mis sur pied il y a plus de 35 ans pour défendre et promouvoir les droits des locataires du quartier. L'organisme appuie le développement du logement social, seule véritable solution à long terme aux problèmes d'habitation de la population.

Le Comité logement Rosemont remercie tous ses bailleurs de fonds en particulier Centraide, principal partenaire financier.



Graphisme

MJL Design – Marie Judith Langlois



COMITÉ LOGEMENT
ROSEMONT

5350, rue Lafond, Montréal (Québec) H1X 2X2
Téléphone : (514) 597-2581 Télécopieur : (514) 524-9813

info@comitelogement.org
www.comitelogement.org

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	5
LOGEMENT SOCIAL.....	6
SERVICE AUX LOCATAIRES.....	9
PROMOTION DU DROIT AU LOGEMENT.....	11
PARTENARIAT ET CONCERTATION LOCALE.....	16
DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS.....	21
VIE ASSOCIATIVE.....	31
ANNEXE.....	38

UNE CHAUDE LUTTE POUR LES DROITS SOCIAUX

C'est connu, les militants pour le droit au logement ont l'habitude de prendre la rue pour faire entendre leurs revendications. L'année 2012-2013 aura été marquée par la présence de nombreux autres militants et citoyens qui ont aussi pris la rue. Les étudiants ont lutté contre la hausse des frais de scolarité et la population s'est opposée à la Loi 78. Nous avons été solidaires en appuyant les actions de la Coalition Main Rouge. Les dictas du néo-libéralisme ont mis de l'avant d'autres tarifications et compressions dans les programmes de l'assurance-emploi et de l'aide sociale. Nous avons à nouveau pris la rue pour nous opposer à ces coupures qui touchent directement les ménages locataires à faible revenu. Les membres du Comité logement Rosemont ont eu raison de s'indigner et de manifester leur désaccord.

Nous avons eu d'autres moments forts de solidarité avec la Commission Populaire Itinérante du FRAPRU qui a donné l'occasion à quelques membres d'aller dans les régions éloignées du Québec à la rencontre d'autres militants. Cet événement et d'autres, comme l'action du RCLALQ sur l'insalubrité des logements, nous exposent de façon convaincante les violations des droits des locataires. À Rosemont, il s'agit concrètement de reprises de logement de mauvaise foi, d'expulsions en vue de convertir en condo, de hausses abusives de loyer et de logements en mauvais état. Les temps sont durs pour les locataires qui veulent rester ou venir s'installer dans le quartier qui se gentrifie. Notre publication sur les menaces au parc locatif décrit bien la situation actuelle et à venir.

Les membres de l'organisme portent leur cause avec vigueur. Ils militent pour l'amélioration des conditions de vie des locataires et pour le changement social. Ils sont au rendez-vous dans les activités de vie associative, dans les rencontres de participation citoyenne, dans les lieux de décision et dans l'action directe. Les membres du Comité logement témoignent d'une réelle capacité d'agir sur leur situation individuelle et collective.

Ce rapport d'activités décrit dans le détail la façon dont l'organisme a rempli son mandat de défense du droit au logement en 2012 - 2013, l'année du 35^e anniversaire du Comité logement Rosemont. Nous avons aussi connu des changements au sein de l'équipe de travail ce qui a eu un impact sur les résultats attendus. Les principaux bailleurs de fonds ont continué leur appui financier ce qui a permis aux membres, aux militants, aux membres du conseil d'administration et à l'équipe de salariés de poursuivre la lutte pour le droit au logement.

Merci à vous.



Martine Poitras, coordonnatrice

Afin de faciliter la lecture du présent texte, nous avons employé le masculin comme genre neutre pour désigner aussi bien les femmes que les hommes.

Le logement social est la seule solution viable pour mettre fin aux problèmes des ménages locataires mal-logés sur le marché locatif privé. C'est pour cette raison que le Comité logement a pour mandat de promouvoir et d'appuyer le développement de logements sociaux sur le territoire de Rosemont. Tout au long de l'année, l'organisme a travaillé sur les projets contenus dans ce rapport annuel.

PROJETS EN DÉVELOPPEMENT

LES HABITATIONS COMMUNAUTAIRES LOGGIA-PÉLICAN

Le promoteur qui a fait l'acquisition du terrain de l'ancienne usine Norampac en vue d'y développer un grand ensemble résidentiel n'a pas encore commencé les travaux de construction. Ce retard s'explique par le refus du comité consultatif d'urbanisme (CCU) de donner le feu vert au promoteur. La raison de ce refus est simple. Le projet de développement de l'ensemble résidentiel tel que soumis au CCU diffère trop de celui présenté à l'Arrondissement lors de la consultation publique de 2010. Étant donné que le projet Pélican est réalisé « en inclusion » dans cet ensemble résidentiel, le début des travaux est donc retardé.

Malgré ce retard, le conseil d'administration (CA) du projet Loggia-Pélican n'a pas chômé. En effet, plusieurs dossiers majeurs ont fait des avancées considérables. Qu'on pense seulement au certificat de conformité, à la politique de sélection ou au règlement d'immeubles, on constate que le CA avait beaucoup de pain sur la planche en 2012-2013. Rappelons que trois membres de l'organisme qui représentent les requérants et un salarié siègent à ce CA. Leur rôle est très important. Ils sont là pour s'assurer que les logements sauront satisfaire les futurs locataires dans les moindres détails, du plancher au plafond sans oublier les fenêtres.



Visite de la nouvelle coopérative

COOPÉRATIVE D'HABITATION LE RÉVERBÈRE

C'est à la fin de l'automne 2012 que s'est réalisée la sélection des 23 ménages « famille » pour la coopérative Le Réverbère. Ces ménages avaient préalablement suivi une formation de 12 heures sur la formule coopérative. Ces ménages du volet « famille » se joindront à 53 ménages formés de personnes seules et de couples sans enfants qui font partie du volet « retraités ». Une formation s'est tenue au Centre Lapalme en hiver 2013 afin d'élargir le bassin des requérants de ce second volet. À cette occasion, des retraités requérants de la liste du Comité logement ont pu s'inscrire dans le processus de sélection et obtenir un logement dans ce projet. Une visite de logements en construction a été organisée pour les ménages sélectionnés. Le Comité logement et d'autres partenaires étaient également présents.

LES SITES D'INCLUSION

Un autre grand développement résidentiel devrait se concrétiser sur un site désaffecté. Le terrain ayant appartenu à la compagnie RONA a été vendu et le gigantesque entrepôt qui y siégeait a été rasé. Le promoteur immobilier qui s'en est fait l'acquéreur entend respecter la stratégie d'inclusion de logements sociaux de la Ville de Montréal. Par conséquent, on peut s'attendre à voir pousser un projet de 45 unités sous forme de coopérative d'habitation familiale. Le Comité logement a déjà établi un premier contact avec des familles requérantes du projet Sur la Main qui ont manifesté un intérêt pour participer au démarrage d'une coop dans ce secteur.

LES HABITATIONS COMMUNAUTAIRES LOGGIA

Il arrive au cours de l'année qu'un logement se libère parmi les 213 unités de logement que possède Loggia dans Rosemont. Le propriétaire communautaire se tourne alors vers le Comité logement pour trouver un ménage dans la liste des requérants. Tout en maintenant sa présence au comité de sélection de Loggia, le Comité a commencé à laisser sa place en formant une nouvelle personne de l'équipe salariée de Loggia. Ce travail consiste à prendre contact avec les requérants, de vérifier leur intérêt pour le logement disponible, d'organiser la visite des logements et de finalement mener les entrevues des futurs locataires. Le Comité logement a pour sa part continué à s'occuper de la mise à jour des requêtes.



Sébastien Laliberté et Seydou Sow de Loggia

LA FIN DES CONVENTIONS

Beaucoup de projets de logements sociaux dans Rosemont dont la réalisation est antérieure à 1994 approchent de la fin de leur entente d'exploitation qui les lie au gouvernement fédéral. Il s'agit surtout de coopératives d'habitation. La fin de ces ententes, qu'on appelle conventions, risque d'avoir un impact important pour les ménages à faible revenu qui habitent ces coop. En effet, la fin du financement fédéral risque de mettre fin aux logements subventionnés. Que ce soit en rencontrant nos élus locaux ou en participant à des actions dérangeantes avec le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), le Comité logement a été partie prenante d'une campagne d'actions pour convaincre le gouvernement fédéral de poursuivre son engagement au-delà de la fin de ces conventions.



Pelletée de terre

TERRAIN RÉSERVÉ POUR LA CONSTRUCTION D'UN HLM

Près de 80 membres du Comité logement appuyés par la CSN Construction et le FRAPRU se sont rassemblés le 18 avril 2012 sur un terrain public appartenant à la Ville de Montréal situé au coin de la 2^e avenue et du boulevard Saint-Joseph. À cette occasion, le Comité a revendiqué :

- la création d'un programme d'acquisition et de réservation de terrains et d'immeubles pour le développement du logement social;
- un meilleur financement de la part des gouvernements supérieurs, dont la relance d'un programme de HLM.

Le maire de l'Arrondissement, M, Croteau, présent sur les lieux s'est montré favorable à ces deux revendications. Il a même procédé à une pelletée de terre symbolique sur le site. Rappelons que le Comité logement s'attend de la Ville qu'elle fasse un usage exclusif de ses propriétés pour des fins de développement de logement social et d'infrastructures collectives.

LES REQUÉRANTS POUR UN LOGEMENT SOCIAL

Les ménages à la recherche d'un logement social dans Rosemont peuvent faire une requête au Comité logement. Cette année, 208 locataires ont rempli une demande. Lorsqu'un projet se développe dans le quartier et que leur profil correspond à ce que le promoteur recherche, ces ménages peuvent être convoqués pour une entrevue. D'autre part, nous référons des requérants aux coop qui cherchent des locataires. On remarque que le nombre total de requérants, soit 1274 au 31 mars 2013, ne diminue pas. La réalisation de quelques projets dans le quartier est loin de suffire à la demande.

Profil des requérants

Ménages sans enfants	720	50 %
Petites familles	482	34 %
Grandes familles	230	16 %
TOTAL	1432	100 %
Requérants éligibles à une subvention	1274	89 %
Nombre de nouvelles requêtes en 2012 - 2013	208	15 %

L'AFFLUENCE ET LE TYPE D'INTERVENTION

Avec près de 3000 demandes d'informations téléphoniques et 215 rendez-vous personnalisés en 2012-2013, le service aux locataires demeure toujours une référence incontournable pour les locataires du quartier. De ces rendez-vous, 78 % ont consisté à rédiger des mises en demeure, 17 % à préparer des auditions à la Régie du logement et 5 % à prodiguer des informations précises ou à offrir de l'aide à remplir divers formulaires. Nous avons également effectué plus d'une dizaine de recherches jurisprudentielles à la demande des usagers. Nous avons informé et documenté 32 locataires victimes d'une reprise de logement. Nous avons calculé 182 augmentations de loyer en fonction des indices d'ajustement de la Régie du logement afin de déterminer si elles étaient abusives. Plus de 80 locataires nous ont demandé de l'information par courriel.

Lorsqu'ils remplissent les critères d'admissibilité et que la résiliation du bail a été demandée par le locateur, nous recommandons les locataires à des avocats spécialisés en droit du logement qui ne défendent que des locataires et qui acceptent des mandats d'aide juridique. Toutefois, notons que 84 % des usagers n'étaient pas éligibles à l'aide juridique. Il est à souligner les délais excessivement longs pour une première audition à la Régie du logement : 20 mois pour une cause générale, 15 mois pour une cause prioritaire (p. ex., le locataire demande la résiliation de son bail) et deux mois lorsque la santé ou la sécurité du locataire est en jeu. Malgré ces délais qui découragent nombre de locataires, plusieurs d'entre eux ont eu gain de cause en 2012-2013, notamment dans des litiges de reprise de logement de mauvaise foi, en fixation de loyer et pour des réparations à effectuer au logement.



PROFIL DES USAGERS DU SERVICE

La tranche d'âge la plus représentée est celle des 35 à 54 ans avec 44 % des demandeurs, suivie des 20 à 34 ans avec 23 %. Les 55 à 64 ans ainsi que les 65 à 74 ans suivent avec 15 % et 14 % des usagers. Pour leur part, les personnes de 75 ans et plus représentent 4 %. La majorité des usagers sont des travailleurs et des travailleuses (53 %), suivis des retraités (25 %) et des sans-emploi (22 %).

Les Québécois de souche représentent 69 % des usagers du service, suivis des personnes originaires du Moyen-Orient (12 %) et de l'Amérique latine (8 %). Les personnes originaires d'Europe (4 %), d'Haïti (4 %), d'Afrique (2 %) et d'Asie (1 %) composent le reste des usagers du service. Les personnes qui vivent seules comptent pour 61 % de l'achalandage, suivies par les couples (24 %), les couples avec enfants (9 %) et les ménages monoparentaux (6 %).

RESSOURCES HUMAINES ET DISPONIBILITÉ DU SERVICE



Le travail au service aux locataires a été assuré quatre jours par semaine par un salarié permanent et par une stagiaire, étudiante en droit à l'Université de Montréal, à raison d'une journée semaine pendant deux trimestres dans le cadre d'un stage en milieu communautaire.

Types de litiges

Travaux au logement	35 %
Harcèlement	18 %
Bruit / bon voisinage	16 %
Vermine	11 %
Reprise de logement	7 %
Humidité / moisissures	5 %
Chauffage	4 %
Autres	4 %

LA PROTECTION DU PARC LOCATIF

En 2012-2013, le service aux locataires a commencé à répertorier les immeubles locatifs transformés en copropriétés indivises dans le quartier. Ce nouveau moyen de transformation d'immeubles locatifs en condos est très inquiétant dans la mesure où il échappe à tout contrôle de l'Arrondissement et de la Régie du logement. Dans un quartier composé à 70 % de ménages locataires, ces atteintes au parc locatif rosemontois provoquent une pénurie de logements dont les loyers augmentent en raison de leur rareté. Ceci contribue à moyen terme à l'appauvrissement des locataires et à long terme à leur départ vers des quartiers non centraux. C'est ce qu'on appelle la gentrification, procédé selon lequel une population plus aisée financièrement s'approprie un quartier au détriment de la population locale de longue date souvent moins fortunée. Le service au locataire a contribué à la rédaction de la brochure *Les logements locatifs dans Rosemont sont menacés*, qui se veut un outil d'information vulgarisé et d'éducation populaire sur ce thème souvent mal compris par les locataires.

VIOLENCE ENVERS LES ÂÎNÉS : UNE INTERVENTION CONCERTÉE

Lorsque confronté à une situation d'abus envers les aînés, le service aux locataires agit désormais en partenariat avec le Soutien aux aînés victimes d'abus (SAVA), une initiative du Carrefour Communautaire MontRose. Ainsi, ce sont quatre aînés qui ont été recommandés à ce service en 2012-2013. Le Comité logement maintient le contact avec les intervenants du SAVA jusqu'à ce que le dossier soit réglé.

PROMOTION DU DROIT AU LOGEMENT

Le Comité logement fait la promotion du droit au logement dans une perspective de lutte à la pauvreté. Étant donné que la défense des droits suppose la connaissance des droits, les activités d'éducation populaire et de diffusion d'information prennent une place importante dans les actions de l'organisme.

LES FORMATIONS

Les ateliers de formation de groupe sont un moyen privilégié par le Comité logement pour transmettre les connaissances élémentaires de la défense des droits et tenter d'améliorer les conditions de logement en tant qu'individu et collectivité.

Les formations offertes en 2012-2013 ont porté sur :

- les droits et obligations des locataires – *Mon appart, mes droits!*;
- le logement social – *HLM, coop, OSBL, comment s'y retrouver?*;
- la recherche de logement et la discrimination.

Près de 300 citoyens, membres et usagers de groupes communautaires du quartier et futurs intervenants sociaux ont été rejoints. Les formations ont été données dans des organismes du quartier (qui offrent des services d'hébergement pour femmes, d'employabilité et d'insertion sociale) et dans deux institutions d'enseignement hors quartier. Elles ont touché des jeunes, des femmes, des immigrants et des personnes âgées ou à mobilité réduite.

Les formations s'adaptent aux réalités des groupes et à leurs besoins. Les thèmes sont influencés par la demande du groupe, le vécu des personnes participantes et les questions posées. Des documents sont fournis; ils appuient visuellement la présentation et constituent un aide-mémoire précieux à ramener chez soi.



LES PUBLICATIONS

Les publications régulières, celles du Comité logement et la contribution à celles des partenaires, informent nos membres et alliés et, plus largement, la population de Rosemont des actions, activités et autres nouvelles. Les publications thématiques servent plus spécifiquement à documenter les enjeux du droit au logement et à faciliter la diffusion de l'information à la population de Rosemont.

PUBLICATIONS RÉGULIÈRES DE L'ORGANISME

- bulletin d'information des membres – 4 parutions du *Baux Fixes*;
- cahiers de la *Table des requérantes / Priorité logement* – 8 parutions;
- articles et calendrier des activités sur le site Internet.

Mentionnons que la production du dépliant de formation a cessé à l'automne 2012. Les autres moyens de promotion des ateliers (calendrier du site Internet, affiches et annonces dans les activités régulières du Comité logement et des groupes partenaires du quartier, babillard du Journal Rosemont, bouche-à-oreille) ont assuré un achalandage très satisfaisant.

COLLABORATION AUX PUBLICATIONS DES PARTENAIRES ET REGROUPEMENTS

- articles mensuels dans le *Porte-voix*, bulletin de la démarche Décider Rosemont ensemble;
- annonces dans les *Brèves*, bulletin mensuel d'information de la Corporation de développement communautaire (CDC) Rosemont;
- annonces dans le babillard communautaire du Journal de Rosemont;
- *Montréal, Milieu de vie ou marchandise?* des groupes de Montréal du FRAPRU;
- *Portrait de quartier de Rosemont (2012)*, édité par la CDC Rosemont.

LES LOGEMENTS LOCATIFS DANS ROSEMONT SONT MENACÉS, UNE NOUVELLE BROCHURE POUR BIEN COMPRENDRE LES MENACES ACTUELLES

Voté en assemblée générale comme étant une priorité, l'enjeu de la protection du parc locatif a mobilisé les membres autour d'un projet de publication et de présentation d'un document informatif. Cette brochure aide les locataires à mieux comprendre les conversions d'immeuble en condo.

À partir de documents produits par le RCLALQ et l'équipe du Comité logement, le comité de publication, accompagné par la stagiaire en travail social, a commenté et modifié le texte. Puis, ils y ont intégré des images pour le rendre accessible aux locataires du quartier et faciliter la compréhension des informations. Lors de l'assemblée logement du 28 février 2013, le comité de publication a pris en charge le lancement du document qui décrit les cinq types de conversion pouvant toucher le parc locatif privé. Afin d'illustrer leurs propos, le comité de travail a monté une série de courts sketches pour chacune des conversions.



Le comité de publication lors du lancement

MISES À JOUR ET RÉÉDITIONS

La mise à jour du guide *Mon appart, mes droits!* et du *Guide sur le logement social* est bien avancée. Toutefois, le contexte particulier des changements dans l'équipe en cours d'année, la charge de travail et le manque de financement n'ont pas permis de compléter les rééditions.

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

- 4 avril 2012 – Lancement du document *Immigration et logement au Québec, mythes et réalités*;
- 18 avril 2012 – Terrain réservé pour la construction d'un HLM, venez le visiter;
- 1^{er} juillet 2012 – Fête du Canada : le gouvernement fédéral va-t-il laisser tomber les locataires?;
- 14 novembre 2012 – Compilation des hausses de loyer 2012.



Lancement *Immigration et logement au Québec, mythes et réalités*

SITE INTERNET

Notre site Internet www.comitelogement.org a reçu 4 776 visites, du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2013. La mise à jour du site est effectuée ponctuellement en fonction des activités prévues. Nous hébergeons également le site www.monappart.ca, mais ce dernier n'est plus mis à jour depuis 2012.

PROMOTION DE L'ORGANISME

Se faire connaître pour offrir nos services, activités et espaces d'implication fait partie des priorités du Comité logement. Pour ce faire, nous réalisons des kiosques et visitons les groupes communautaires et autres organisations du milieu. De plus, nous affichons dans les lieux publics et créons les occasions de rencontres avec la population en faisant du porte-à-porte. En 2012-2013, nous avons tenu des kiosques à l'occasion des événements suivants :

- Fête de la famille de Rosemont, 3 juin 2012;
- Journée contre la maltraitance des aînés, 16 juin 2012;
- Opération de Quartier, Cégep Rosemont, 31 octobre 2012;
- Caravane contre l'abus des aînés, 22 janvier 2013;
- clinique d'impôts, Carrefour communautaire de Rosemont l'Entre-Gens, 6 mars 2013.

Un effort particulier a été fait pour afficher et distribuer des tracts dans le cadre des campagnes contre les hausses de loyers, pour le refus global des mesures néolibérales, pour la réserve de terrain ainsi que pour inviter la population à un Café populaire sur l'itinérance.

Nous avons entre autres visité :

- le Cégep Rosemont, le Cégep Marie-Victorin, l'Université de Montréal, le Groupe PART, Renaissance, la Maison de l'Ancre, la Maison grise, le Centre des Femmes, ALPAR, le Carrefour Montrose, le CSLC Rosemont, le Carrefour communautaire de Rosemont l'Entre-Gens, le projet Sur la Main.



Opération de Quartier, Cégep Rosemont

On estime que près de 500 citoyens, membres et usagers de groupes communautaires du quartier et intervenants sociaux ont été rejoints.

L'absence de campagne dédiée aux personnes âgées n'a pas empêché la promotion du Comité logement auprès des personnes âgées ni la diffusion du *Guide de résidences pour personnes âgées à Rosemont*. Notamment par le biais de kiosques d'information tenus dans des événements en collaboration avec Vivre et vieillir à Rosemont (VVR) et des interventions dans des organismes pour aînés membres de la CDC Rosemont. Notons que les intervenants en soutien à domicile du CSSS Lucille-Teasdale utilisent ce guide auprès de leur clientèle.

REPRÉSENTATION

RENCONTRES AVEC LES ÉLUS

- rencontre annuelle avec la députée provinciale Louise Beaudoin en compagnie de la présidente du Comité logement (30 avril 2012) - sujets abordés : site Alphonse Desjardins, discrimination dans la recherche de logement, protocole d'entente avec le CSSS;
- rencontre avec Jean-François Lisée : premier contact avec le nouveau député, en compagnie de la présidente (1^{er} mars 2013) - sujets abordés : registre des loyers, protection du parc locatif, lutte à la pauvreté, programme HLM.
- Collaboration à une édition du *Courrier parlementaire* avec les députés fédéraux, Alexandre Boulerice et Marjolaine Boutin-Sweet. Ce bulletin a été distribué dans plusieurs secteurs du quartier. Il décrit les principaux problèmes des locataires et recommande notre organisme.

AUTRES RENCONTRES DE REPRÉSENTATION

- visite de la nouvelle présidente de Centraide pour faire connaissance avec certains organismes (25 février 2013);
- participation à la rencontre de planification stratégique du CSSS Lucille-Teasdale pour les organismes du milieu (6 novembre 2012).



Visite de la présidente de Centraide

COUVERTURE MÉDIATIQUE

À quelques occasions cette année, les médias ont parlé du Comité logement soit à notre demande pour couvrir un événement soit en raison de la conjoncture.

JOURNAL DE ROSEMONT (VERSION PAPIER)

- 10 juillet 2012 - article sur l'itinérance dans Rosemont;
- 12 février 2013 - publicité contre les hausses de loyer abusives;
- 12 mars 2013 - article sur la conversion de logements locatifs en condos.

JOURNAL DE ROSEMONT (VERSION ÉLECTRONIQUE)

- 18 avril 2012 - article sur l'action demandant la réservation d'un terrain pour un HLM;
- 9 février 2013 - article sur les hausses de loyer;
- 7 mars 2013 - article sur la conversion de logements locatifs en condos.

TVA NOUVELLES (VERSION ÉLECTRONIQUE)

- 4 avril 2013 - article sur l'accès au logement pour les nouveaux arrivants.

PARTENARIAT ET CONCERTATION LOCALE

L'ancrage dans le milieu est au cœur notre mission et se réalise de plusieurs façons à la mesure des moyens, des ressources et de la conjoncture.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE ROSEMONT

À titre de présidente de la CDC de Rosemont, la coordonnatrice du Comité logement est directement impliquée dans la gouvernance du regroupement et dans de nombreuses autres participations en lien avec le mandat de table de quartier. Elle a entre autres participé :



Membres du CA de la CDC, juin 2012

- aux réunions du conseil d'administration et à l'assemblée générale annuelle;
- aux rencontres équipe CDC et CA pour la planification triennale;
- aux rencontres avec les députés provinciaux de Rosemont (février 2013) et de Gouin (mars 2013);
- aux rencontres d'évaluation de la table de quartier avec la Direction de la Santé publique.

Le Comité logement était présent aux rencontres et événements suivants :

- concerto expresso;
- causeries sur la nouvelle philanthropie et la laïcité;
- rencontres du comité de cohabitation du Centre Lapalme;
- organisation et participation aux débats pour les élections partielles municipales;
- participation aux débats des élections provinciales;
- consultation sur le démarrage d'une accorderie;
- présence bénévole au magasin Partage de Noël.



DÉCIDER ROSEMONT ENSEMBLE : MÊME PRIORITÉ, NOUVELLE FORMULE

Le 12 mai 2012, les personnes présentes au second Forum social de Rosemont, dont faisait partie une délégation de 20 membres du Comité logement, ont choisi de « favoriser l'accès au logement social, abordable et varié » comme priorité pour le développement social et la lutte à la pauvreté dans le quartier en 2012-2017.

Le Comité logement avait activement participé à la vaste campagne de consultation des citoyens et intervenantes du quartier qui avait précédé l'événement et qui était pilotée par la CDC. Maintenant que la priorité est votée, le Comité s'est engagé à en être le porteur par le biais de sa Table des requérants.

L'année 2012-2013 a été marquée par l'exploration de nouvelles façons de faire. Les réunions mensuelles de la Table des requérants ont été ouvertes aux citoyens et intervenants désirant contribuer à la priorité logement. Une période d'échange informel précédant les réunions a été instaurée pour permettre la rencontre et l'intégration des nouvelles personnes. Différents outils d'animation ont été utilisés pour favoriser la prise de parole, l'échange des savoirs et l'appropriation des enjeux par les personnes participantes. Au-delà des thèmes abordés et des activités réalisées en lien avec le logement (voir le détail à la section Vie associative), mentionnons tout le travail de définition de la nouvelle identité de groupe, des sujets d'intérêts et des motivations communes. En bref, nous avons nommé le désir d'agir pour : favoriser la création de logements sociaux; protéger le parc locatif, social et privé; veiller au respect des droits des locataires; influencer l'offre de logement.

Pour se faire, différentes pistes d'actions ont été ciblées. Essentiellement, il s'agit de:

- s'informer pour connaître et comprendre ce qui contrevient au droit au logement, les droits, les recours, les ressources et les moyens d'action;
- contribuer aux actions régionales et nationales organisées par les regroupements et groupes alliés dans la défense du droit au logement;
- organiser des actions à Rosemont sur les enjeux prioritaires pour le quartier.

Signalons qu'une réflexion s'est entamée pour doter cet espace d'implication d'un nouveau nom, afin de mieux refléter sa nouvelle réalité. D'ici là, nous utilisons l'appellation Priorité logement.

BÂTIR ROSEMONT PAR L'INNOVATION ET LA CONCERTATION

La coordonnatrice est déléguée à la table sectorielle en logement social. Elle est responsable en coordination de cette instance. De plus, elle est déléguée de Rosemont au conseil d'administration du Groupe de ressources techniques (GRT) Bâtir son quartier.

LES SUJETS PRIORITAIRES POUR L'ANNÉE 2012-2013

Le Plan de développement de Montréal

Le BRIC se tient informé des démarches du PDM dans le but d'intervenir en faveur du logement social. Les membres du BRIC ont identifié les problématiques locales et les enjeux à mettre de l'avant. Il s'agit :

- de cerner le changement du tissu social avec la prédominance du développement des condos;
- de favoriser la mixité par l'application de la stratégie d'inclusion de logement social;
- de créer une réserve de terrain;
- de reconnaître les tables de quartier.

Le sondage de l'Est de Rosemont



La réalisation d'un sondage dans l'Est du quartier

Le BRIC s'est donné comme objectif de connaître les besoins en logement social et le profil des locataires de l'Est de Rosemont. Le Comité logement a réalisé les étapes suivantes :

- établir la collaboration avec le Cégep de Rosemont et des étudiantes dans le cadre d'un cours de fin d'études;
- proposer une ébauche de questionnaire;
- procéder à l'embauche et à la supervision d'une agente de milieu.

AUTRES DOSSIERS EN COURS

Afin de réaliser son objectif de répondre aux besoins de logement social, le BRIC a également :

- Travailler au développement des projets suivants :
 - site Rona dans le Vieux-Rosemont - recommandation donnée au projet Sur la Main comme porteur du projet de coop;
 - coop Le Réverbère - accepte d'intégrer des retraités non membres de la CARA ce que demandait le BRIC depuis le début.
- Travailler en vue de l'acquisition des sites potentiels suivants :
 - site Alphonse Desjardins - représentation faite auprès du député de Rosemont, le site est toujours sous le moratoire du ministère de l'Éducation;
 - rencontre avec les membres de la table de l'Est.
- Adopter les principes pour le démarrage d'un projet de coopérative d'habitation
- Déposer un mémoire à la commission populaire de FRAPRU (novembre 2012)
- Rencontrer la députée fédérale Mme Boutin Sweet, porte-parole en matière d'habitation (23 mai 2012)

LES HABITATIONS COMMUNAUTAIRES LOGGIA

Le Comité logement a poursuivi son implication et son soutien à l'OBNL en habitation qui est à une étape de consolidation et de mise en œuvre de la planification stratégique 2011-2012. En bref :

- deux sièges au conseil d'administration, dont l'un occupé par la coordonnatrice et l'autre par un délégué des requérants;
- contribution au sein des comités de travail sur les hausses de loyer;
- participation au processus de sélection pour l'embauche d'une travailleuse de milieu;
- soutien au comité des locataires de Préfontaine;
- présence à l'inauguration de la terrasse sur l'immeuble de l'hôpital Bellechasse qui a obtenu la certification LEED Or.



Inauguration de la terrasse Loggia-Bellechasse



Rencontre du comité des résidents

PROJET CONCERTÉ « SUR LA MAIN »

Depuis 2009, Sur La Main a repensé sa gouvernance et sa vision pour le moyen et le long terme. Celle-ci repose sur la mobilisation des citoyens qui sont accompagnés par un travailleur de milieu et sur leur participation à une démarche intégrée de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Cette participation citoyenne favorise aussi l'émergence d'un milieu de vie inclusif pour les ménages à faible revenu.



Séminaire sur la mobilisation sociale

Partant de cette vision, le projet a mis beaucoup d'emphasis, au cours de l'année 2012-2013, sur le renforcement de la cohésion sociale et l'amélioration des conditions de vie. Celles-ci incluent :

- la démarche pour l'implantation d'une accorderie;
- l'encadrement des jeunes de 5-12 ans;
- l'organisation et la tenue d'événements festifs tels que la Fête de la famille et des voisins;
- la contribution des résidents, à l'échelle du quartier, lors le magasin partage de la rentrée scolaire et de Noël.

En parallèle, un comité des partenaires composé d'organismes du quartier a été mis en place pour répondre à la nouvelle formule de gouvernance. Les partenaires offrent un appui au projet en particulier dans la mise en œuvre de son plan d'action. Trois comités de travail composés des citoyens membres du comité des résidents et de partenaires ont débuté des rencontres régulières. Ces comités travaillent sur les priorités suivantes : l'accès au logement social, l'accès à l'emploi et la vie associative. Les comités de travail sur le logement social et sur la vie associative tirent assez bien leurs épingles du jeu. Par contre, celui sur la question de l'emploi éprouve des difficultés à se structurer.

Sur La Main est fier d'avoir rejoint et offert des services et activités à un important nombre de citoyens résidant dans sa zone d'intervention. Ceci s'est traduit par un taux de participation directe de 353 sur un total d'environ 800 ménages que compte le secteur. La majorité est composée de nouveaux arrivants et de familles à faible revenu.

Il est important de souligner que dans la réalisation de ses activités, Sur La Main a su bénéficier de l'appui et de l'encadrement du Comité logement qui est responsable de la gestion du projet. D'autres acteurs du quartier, la CDC de Rosemont à travers le programme Québec en forme, la table de concertation 5 - 12 ans, le Club optimiste et l'Arrondissement Rosemont La Petite-Patrie ont apporté, chacun à son niveau, un appui financier qui nous a permis d'accomplir notre mission. L'Accès-Cible Jeunesse Rosemont, en tant que partenaire de longue date, nous a offert l'espace pour le club de Karaté et pour le camp de jour.

DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS

Avec l'avènement de la grève étudiante et du printemps érable, les militants et militantes pour les droits sociaux ont souvent été interpellés pour défendre collectivement leur droit. Notre organisme a contribué à la lutte avec ses regroupements en particulier la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. Après avoir envisagé la participation à une grève sociale au printemps, suite aux élections provinciales de l'automne 2012, le contexte a changé : la crise sociale s'est résorbée et les manifestations ont généralement cessé.

AVEC LES REGROUPEMENTS NATIONAUX

LE FRONT D'ACTION POPULAIRE EN RÉAMÉNAGEMENT URBAIN

Ce regroupement national lutte pour le droit au logement et réclame des engagements de l'État en faveur du logement social.

Vie démocratique

LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Le Comité logement a été représenté à toutes les assemblées générales (septembre et novembre 2012, janvier et avril 2013) par des délégations formées de membres, de salariés et d'administrateurs.

LE CONGRÈS

Dans un premier temps, quelques membres sont venus à une rencontre pré-congrès pour prendre connaissance des propositions. Ensuite, en juin 2012, une délégation formée de cinq militants et de deux salariées s'est rendue au Manoir d'Youville sur l'île St-Bernard près de Châteauguay pour représenter notre organisme pendant les trois jours que dure l'événement. Le Congrès a voté la création d'une Commission populaire itinérante sur le droit au logement pour dresser le portrait des problèmes de logement vécus par les locataires, les personnes sans-abri et les Autochtones. Les groupes membres présents ont aussi adopté les deux priorités suivantes :

- le développement de 50 000 nouveaux logements sociaux en cinq ans, incluant des HLM;
- le maintien des subventions aux locataires à faible revenu dans les logements sociaux réalisés avant 1994.



Délégation de l'assemblée générale



Délégation du congrès



Lancement du rapport

Commission populaire itinérante

Le Comité logement a activement participé à la Commission populaire itinérante sur le droit au logement, orchestrée par le FRAPRU. Cette vaste campagne visait à entendre la population de 19 villes et territoires autochtones au Québec afin de documenter l'état du droit au logement et de formuler des recommandations pour son amélioration.

Une dizaine de membres ont contribué à préparer les témoignages de la population de Rosemont. Ceux-ci ont été rapportés lors des audiences publiques à Montréal, sous forme de mémoire et par l'intervention de quatre porte-paroles. Une délégation du Comité logement était présente en appui. Notons que cinq personnes ont également assisté en solidarité aux audiences organisées à Sept-Îles, au Saguenay et en Gaspésie. Pour marquer la fin des audiences et faire entendre les situations qui y ont été dénoncées, une manifestation s'est tenue à Québec en décembre avec la participation de douze membres.

Le 20 mars, sept membres du Comité logement ont assisté au lancement du rapport des commissaires et à la projection du documentaire *Au pied du mur* qui relate l'ensemble des actions faites dans le cadre de la Commission et l'état de la situation du droit au logement qu'elles ont permis de documenter.



Délégation de Sept-Îles

Révision du programme AccèsLogis

Le Comité a joint trois autres membres du FRAPRU pour identifier les problèmes dans le programme de financement du logement social AccèsLogis, à formuler des recommandations et à proposer des actions.

Assemblée de militants

Le 5 avril dernier se tenait à Montréal l'assemblée des militants du FRAPRU. Cette rencontre annuelle, à laquelle ont participé une dizaine de membres du Comité logement, a permis de faire un bilan des actions de l'année précédente et de réfléchir aux actions à venir. L'assemblée a fait place à un dîner lors duquel des membres du conseil d'administration du FRAPRU ont pris la parole pour souligner l'engagement des militants sans lesquels la lutte pour le droit au logement ne pourrait pas continuer.

Groupes de Montréal

Les groupes logement de Montréal se réunissent pour traiter des dossiers communs. C'est le lieu où s'organisent les campagnes locales comme celle menée pour revendiquer un programme d'acquisition et de réservation de terrain. L'action du 18 avril 2012, lors de laquelle nous avons réclamé un HLM sur un terrain appartenant à la Ville, s'inscrivait dans cette campagne. En 2012-2013, le dossier prioritaire est celui de la campagne électorale municipale de 2013. En prévision de cette élection, les revendications communes aux groupes montréalais ont été regroupées dans une brochure qui sera diffusée lors de la campagne électorale. Il faut souligner qu'en raison d'un roulement de personnel au sein de notre organisme, notre présence à cette instance a été moins assidue qu'en temps normal.

La Coalition Main Rouge

La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics est un regroupement d'organisations syndicales, féministes, communautaires, étudiantes et populaires. Ensemble ces organismes revendiquent l'accès à des services publics universels et de qualité pour la population du Québec. En 2012, la Coalition a appuyé le mouvement étudiant dans sa lutte contre la hausse des droits de scolarité. Le Comité logement a répondu à l'appel et plusieurs de ses membres se sont joints aux étudiants pour marcher joyeusement dans les rues de Montréal. La Coalition a également dénoncé le budget d'austérité adopté par le nouveau gouvernement provincial.

LE REGROUPEMENT DES COMITÉS LOGEMENT ET ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES DU QUÉBEC

Dossiers prioritaires

Membre actif de ce regroupement depuis 1977, le Comité logement continue de s'y investir chaque année afin d'obtenir des modifications législatives visant l'amélioration des conditions de vie des locataires sur le marché locatif privé. Le Regroupement s'est donné comme dossier prioritaire le contrôle des loyers en 2012-2013. Il travaille également contre l'insalubrité des logements en revendiquant une meilleure application des règlements existants et la mise sur pied d'un code provincial sur la salubrité. Considérant qu'un locataire doit attendre en moyenne 20 mois pour obtenir une audition à la Régie du logement, le RCLALQ multiplie les pressions auprès du ministre afin que cesse ce déni de justice permanent.



Manifestation contre la discrimination, mars 2013

La discrimination en matière de recherche de logement est également un enjeu important pour le Regroupement et des actions sont régulièrement organisées afin de dénoncer ce type de pratique par les propriétaires. La protection du parc de logements locatifs est aussi une préoccupation pour le RCLALQ qui a fait un travail d'information et d'éducation populaire auprès de ses groupes membres en 2012-2013.



Conférence de presse sur la hausse de loyer

Vie démocratique

Nous avons participé au congrès d'orientation du Regroupement en mai 2012, à une assemblée générale spéciale le 4 juin 2012 ainsi qu'aux assemblées générales de septembre 2012 et de janvier 2013. Accompagnés de membres de Rosemont, notons également notre participation à la journée de lancement des activités du RCLALQ, le 1^{er} octobre 2012, ainsi qu'à une conférence de presse sur les hausses de loyer, le 13 novembre 2012.

Le Comité permanent pour le droit au maintien dans les lieux

Cette année encore, le Comité logement s'est impliqué au comité exécutif du RCLALQ. Cette instance a pour mandat de soutenir la permanence du Regroupement à la réalisation du plan d'action voté lors des assemblées générales. Le Comité a participé à six rencontres de cette instance en 2012-2013. Ainsi, nous contribuons entre autres aux activités suivantes : l'organisation des activités du Regroupement, la révision des documentations prévues pour publication, le travail de mise en page, le repérage pour les manifestations, le soutien technique à la permanence.

Les groupes de Montréal

Le Comité logement participe également aux rencontres des groupes montréalais du RCLALQ, qui visent à coordonner nos actions sur des dossiers régionaux précis, comme le dépôt de recommandations à la ville de Montréal pour une meilleure application du *Règlement sur la salubrité et l'entretien des logements* et du *Plan de lutte contre les punaises*. Les hausses abusives dans les immeubles de la SHDM, la protection du parc et la prochaine campagne électorale ont complété les ordres du jour. Le Comité logement a participé à trois de ces rencontres régionales en 2012-2013.

Les publications du RCLALQ

En 2012-2013, le Regroupement a publié les documents suivants :

- une brochure à l'usage des intervenants sur le contrôle des loyers;
- un journal de quatre pages en format tabloïd qui vulgarise nos revendications sur ce même thème pour le grand public;
- trois dépliants qui abordent les atteintes au droit au maintien dans les lieux des locataires (la reprise de logement, l'éviction, les expulsions illégales);
- un dépliant sur le refus de l'augmentation de loyer ainsi qu'une affiche;
- une brochure sur la protection du parc de logements locatifs *Défendre nos droits, rester chez soi*, accompagnée d'un dépliant sur la conversion en condo;
- une brochure intitulée *Hausses des loyers et profits de l'immobilier : Mythes et réalités*.

Nous avons pris connaissance de ces documents, les avons rendus disponibles dans nos bureaux et les avons utilisés sous forme d'atelier d'éducation populaire lorsque possible.

LES MOBILISATIONS

LOCALES

04 / 04 / 12	Lancement de la brochure sur l'immigration et le logement, organisé par le Comité en collaboration avec le FRAPRU, 30 personnes, dont 20 membres
18 / 04 / 12	Manifestation pour une réserve de terrain sur un site de la Ville de Montréal et revendication pour la construction d'un HLM organisées par le Comité, 50 personnes, dont 38 membres
12 / 05 / 12	Forum social de Rosemont pour le choix des priorités de quartier organisé par la CDC, 400 personnes, dont 20 membres
05 / 06 / 12	Café populaire sur l'itinérance à Rosemont organisé par Loge-Action en collaboration avec le Comité, 40 personnes, dont 20 membres
14 / 11 / 12	Conférence de presse sur les hausses de loyer organisée par le RCLALQ en collaboration avec le Comité, 30 personnes, dont 12 membres



Lancement de la brochure sur l'immigration et le logement



Manifestation pour une réserve de terrain

FRAPRU

27 / 05 / 2012	Manifestation nationale à Montréal contre la fin des conventions, 18 membres
10 / 2012	Préparation des témoignages, 10 membres
10 / 2012	Délégation en Gaspésie, Côte-Nord et Saguenay, 5 membres
11 / 2012	
07 / 11 / 2012	Audiences à Montréal, dépôt d'un mémoire et témoignages de locataires, 10 membres
08 / 11 / 2012	Action de visibilité pour le passage de la Commission à Montréal, 7 membres
08 / 11 / 2012	Manifestation à Montréal pendant la commission populaire itinérante, 7 membres
04 / 12 / 2012	Action de clôture - Manif Québec, 12 membres
20 / 03 / 2013	Lancement du rapport et du documentaire de la Commission populaire itinérante, 8 membres
23 / 03 / 2013	Action dérangeante à Lévis pour dénoncer la fin des conventions, 2 membres



RCLALQ

25 / 04 / 2012	Manifestation nationale pour un contrôle des loyers à Québec, 15 membres
01 / 10 / 2012	Lancement des activités du RCLALQ à Montréal, 6 membres
31 / 10 / 2012	Manifestation contre l'insalubrité des logements à Montréal, 11 membres
28 / 11 / 2012	Action pour le contrôle des loyers à Montréal, 5 membres
12 / 02 / 2013	Journée d'éducation populaire sur le contrôle des loyers à Montréal, 27 membres
28 / 03 / 2013	Action contre la discrimination lors de la recherche de logement à Montréal, 5 membres



COALITION OPPOSÉE À LA TARIFICATION ET À LA PRIVATISATION DES SERVICES PUBLICS

04 / 04 / 2012	Manifestation régionale à Montréal pour dénoncer la tarification et la privatisation des services sociaux, 4 membres
13 / 06 / 2012	Manifestation devant la Conférence de Montréal lors du Forum International des Amériques, 5 membres
22 / 06 / 2012	Manifestation à Montréal contre la hausse des frais de scolarité, 9 membres
16 / 08 / 2012	Manifestation à Montréal devant une rencontre du Conseil du patronat pendant les élections provinciales, 5 membres
04 / 10 / 2012	Manifestation à Montréal contre la tarification et la privatisation des services sociaux, 4 membres
30 / 01 / 2013	Manifestation à Montréal contre les hausses de tarifs de l'électricité, 6 membres
26 / 02 / 2013	Manifestation à Montréal pour la gratuité scolaire, 4 membres



AUTRES

03/10/12	Marche Centraide, lancement de la campagne de financement, 10 membres
----------	---



Marche Centraide : on se prépare et ...



... on marche !

APPUIS 2012 – 2013

La défense des droits et la lutte à la pauvreté supposent une large solidarité. C'est pourquoi le Comité logement participe aux campagnes d'actions et de revendications d'organismes et regroupements alliés.

LE COMITÉ A APPUYÉ

04 / 2012	La demande pour la rénovation, l'amélioration et la modernisation de tous les logements sociaux et pour le maintien des subventions à long terme pour les logements sociaux réalisés avant 1994	FRAPRU
07 / 2012	Le projet de 42 unités de logements sociaux et abordables sur la rue Marie-Anne	Comité logement Beauharnois, OMHM
09 / 2012	Le projet de théâtre forum « La maltraitance faut que ça cesse ! »	COMACO
09 / 2012	La demande pour un plan de logement social pour Ste-Foy	Comité logement d'aide aux locataires
10 / 2012	La demande d'adoption d'une politique globale en itinérance	RAPSIM
11 / 2012	La demande d'adoption d'un plan de rehaussement du financement des organismes de défense collective des droits,	RODCD
	La demande d'engagement du député pour l'accessibilité aux services des centres locaux d'emploi	Coalition pour l'accessibilité des services des centres locaux d'emploi
	La demande de justice pour les citoyens de Yagma	Réseau international No Vox
	La demande de reconduction des subventions de supplément au loyer accordées dans le cadre de Résolution-Montréal, d'Achat-rénovation et d'Accès Logis	FRAPRU
	L'abolition totale de la taxe santé	l'R des centres de femmes du Québec
	Le projet de loi C-400 visant l'établissement d'une stratégie nationale de logement	Projet de loi citoyen
	La demande de financement à Centraide	Carrefour familial l'Intermède
12 / 2012	La reconduction de la Stratégie de partenariat de lutte contre l'itinérance	Réseau solidarité itinérance Québec
	Le rehaussement des seuils d'admissibilité à l'aide juridique gratuite	Comité de coordination de la coalition pour l'accès à l'aide juridique
01 / 2013	L'amélioration de l'application et du suivi des dispositions contre les poursuites-baillons	Ligue des droits et libertés
	La demande d'instauration d'un nouveau programme de HLM	FRAPRU
02 / 2013	La demande pour une rencontre avec la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Carrefour d'éducation de Pointe St-Charles
	La demande pour l'instauration d'un contrôle universel et obligatoire des loyers	RCLALQ
03 / 2013	La demande d'enquête publique sur la répression policière lors du printemps érable	Coalition pour une commission d'enquête sur les interventions policières

LE COMITÉ A DÉNONCÉ

05 / 2012	L'adoption de la Loi 78	Ligue des droits et libertés
11 / 2012	La hausse annoncée des tarifs de la Société de transport de Montréal	TROVEP Montréal
	Le détournement des pensions alimentaires pour enfants	Association pour la défense des droits sociaux Québec métro
12 / 2012	Les délais à la Régie du logement	RCLALQ
01 / 2013	Le vote de la ministre de la Condition féminine en faveur de la motion-312 visant la mise en place d'un comité destiné à discuter du statut juridique du fœtus	Fédération du Québec pour le planning des naissances, Fédération des femmes du Québec, et al.
03 / 2013	Les coupures à l'aide sociale	FCPASQ
03 / 2013	La loi S-7 sur la lutte contre le terrorisme	Coalition pour la surveillance des libertés civiles

VIE ASSOCIATIVE

LES MEMBRES

Le Comité logement compte 520 membres : 339 réguliers et 181 sympathisants

346 femmes 174 hommes

378 membres ont une requête active

158 locataires ont adhéré au Comité en 2012-2013

Tous les membres ont été invités à l'assemblée générale annuelle qui s'est tenue le 14 juin 2012 en présence de 95 personnes.



Assemblée générale annuelle, juin 2012



RECONNAISSANCE DES BÉNÉVOLES ET DES MILITANTS

La porte de l'organisme est grande ouverte aux membres qui veulent contribuer à la réalisation de la mission. C'est par la participation citoyenne, l'action collective, la représentation dans les instances démocratiques et le bénévolat que plusieurs membres du Comité logement s'engagent. Pour plusieurs, c'est sur une base régulière que se vit cette implication qui est indispensable dans la mise en oeuvre du plan d'action et qui se déploie dans un contexte de défense des droits, d'éducation populaire autonome, d'entraide et de solidarité.

Les bénévoles et les militants ont l'occasion de prendre la parole, de reprendre du pouvoir sur leur vie et de contribuer à la transformation sociale. Concrètement, ça signifie :

- une équipe de téléphonistes qui rejoignent les membres pour annoncer les activités;
- une équipe pour les envois postaux;
- une autre pour l'accueil lors des activités;
- une équipe pour préparer la soupe, monter la salle et faire le nettoyage;
- des manifestants assidus qui prennent la rue aux quatre coins du Québec;
- une équipe qui participe aux assemblées générales des regroupements;
- des membres de conseil d'administration, de comités de sélection, de publication;
- et d'autres encore pour les campagnes, les évènements spéciaux et la promotion.

C'est à l'occasion d'une soirée au mois de juin que l'organisme reconnaît cette contribution et remercie chaleureusement tous les bénévoles et les militants.



CODE DE VIE

Après un travail de consultation auprès de membres, de l'équipe de travail et du conseil d'administration, l'organisme a déposé un code de vie dans lequel on retrouve un énoncé des valeurs et qui présente les règles du vivre ensemble. C'est un outil qui vise à faciliter le bon fonctionnement des activités et qui guide les participants et les salariés.



Présentation du code de vie

ASSEMBLÉE LOGEMENT

C'est une activité de vie associative qui réunit les membres autour d'enjeux de lutte à la pauvreté et de défense des droits. Après avoir partagé une soupe préparée par une équipe de bénévoles dévoués, nous faisons un survol des activités à venir et nous nous mobilisons pour les actions collectives.

Comme pièce de résistance, nous accueillons un partenaire du milieu, un groupe de défense de droits ou autre qui nous présente un sujet d'intérêt public :

avril 2012	Présentation au Forum social 2012 et vote sur les critères de sélection Loggia-Pélican, 46 membres
mai 2012	Présentation des principes de l'Action communautaire autonome, 42 membres
septembre 2012	Lancement de programmation, 46 membres
octobre 2012	Les coupures au programme de l'Assurance emploi, invité du MASSE, 36 membres
novembre 2012	Les finances personnelles avec Option consommateurs, 46 membres
décembre 2012	Spécial fin d'année, 56 membres
janvier 2013	Présentation du Code de vie, 42 membres
février 2013	Lancement de la brochure sur les conversions en condos <i>Le parc locatif est en danger</i> , 27 membres
mars 2013	Présentation du Bottin des ressources en alimentation – Quartier Rosemont par la Coalition sécurité alimentaire de Rosemont, 36 membres





TABLE DES REQUÉRANTS ET PRIORITÉ LOGEMENT

Cette année, nous avons expérimenté une nouvelle formule afin de regrouper les membres requérants et ceux impliqués dans la participation citoyenne. Les activités de La Table des requérants et celle de la Priorité logement ont fusionné au mois d'octobre.

La Table des Requérants (TDR) s'est tenue dans sa formule habituelle en avril, mai et septembre. Cette rencontre interactive a trois mandats :

- animer les requérants autour des projets de logements sociaux en cours de réalisation ou à venir;
- informer sur les enjeux de logements sociaux;
- mobiliser des membres.

Les thèmes traités

17 avril 2012	Action Terrain réservé pour un HLM
43 personnes	Action pour le registre des loyers
	Critères de sélection des logements subventionnés pour Loggia-Pélican
15 mai 2012	Retour sur les critères de sélection de Loggia-Pélican
43 personnes	Retour et évaluation des actions de l'année
	Manifestation sur les fins des conventions
18 septembre 2012	Commission populaire itinérante
20 personnes	Élections 2012 et engagements en matière de logement social
	Manifestation sur les fins des conventions



D'octobre 2012 à mars 2013, c'est avec l'intégration des membres, citoyens et intervenants que la Priorité logement a traité des sujets suivants :

16 octobre 2012 44 personnes	Présentation de la démarche DRE et fusion avec la TDR Consultation sur les enjeux, objectifs et motivations pour 2012-2013
20 novembre 2012 36 personnes	Réflexion sur un choix de nom Validation des objectifs et exploration des moyens d'action pour 2012-2013
18 septembre 2012 20 personnes	Défis de développer le logement social avec une personne ressource du FRAPRU
19 février 2013 27 personnes	Assemblée publique sur le droit de refuser une hausse de loyer Contrôle des loyers
19 mars 2013 11 personnes	Présentation de la brochure : <i>Les menaces au parc de logements locatifs</i> Préparation à des actions contre les conversions en condos



CONSEIL D'ADMINISTRATION

C'est un conseil bien représentatif de l'organisme qui a siégé cette année. Une aînée impliquée au Centre Lapalme, une mère et un père de famille issue de l'immigration récente, des femmes immigrantes bien intégrées dans leur communauté et chefs de famille, un jeune travailleur du milieu communautaire et une nouvelle représentante des employés. Ce sont :

Jeanne Masengu, présidente

Redha Benzaidi, vice-président

Nona Matouala, secrétaire

Magalie Léger, trésorière

Lucille Leblanc, administratrice

Raphaël Lamy, administrateur

Mireille Jalbert, administratrice (représentante des employés) octobre 2012

Marjolaine Tapin, administratrice (représentante des employés) d'avril à août 2012

Le conseil a tenu neuf rencontres. Outre les décisions habituelles au niveau de la gestion financière et des demandes d'appui, les principaux dossiers traités ont été les suivants :

- demande de contribution supplémentaire à Centraide;
- adoption d'un budget déficitaire en vue de la réduction des surplus affectés;
- activités pour souligner le 35^e anniversaire de l'organisme;
- renouvellement du soutien au projet Sur la Main;
- départ d'une permanente à l'emploi depuis sept ans;
- processus d'embauche pour deux postes à l'organisation communautaire et probation;
- adoption du code de vie et de balises pour la participation aux activités.



ÉQUIPE DE TRAVAIL

C'est avec regret que nous avons laissé partir une fidèle employée de l'organisme Marjolaine Tapin, organisatrice communautaire depuis mars 2005. Nous avons souligné son départ lors d'une soirée au mois d'octobre 2012 en rappelant ses qualités et son apport remarquable et lui souhaitant une bonne continuation. De son côté, Sébastien Laliberté s'est absenté pour quelques mois en congé parental.

Les processus d'embauche se sont succédé au mois de septembre pour combler les postes à l'organisation communautaire et à l'accueil; deux stagiaires ont aussi joint l'équipe.

- Martine Poitras, coordonnatrice;
- Marjolaine Tapin, organisatrice communautaire;
- Éric Locas, responsable du service aux locataires
- Sébastien Laliberté, organisateur communautaire
- Mireille Jalbert, chargée de projet campagne aînée, d'avril à juin 2012 et organisatrice communautaire de depuis septembre 2012
- Baudouin Kutuka, responsable du projet Sur la Main
- Leonardo Munoz, organisateur communautaire de septembre à décembre 2012
- Fatoumata Diallo, agente à l'accueil d'avril à juin 2012
- Audrey Bellemare, agente à l'accueil, de septembre 2012 à mars 2013
- Émilie Bouchard, emploi d'été service aux locataires;
- Caroline Boisvert, stagiaire en travail social de l'UQAM
- Diane Trif, Stagiaire en droit de l'Université de Montréal

L'automne 2013 s'est déroulé au rythme de l'intégration des nouveaux employés qui se sont approprié leur mandat. À la fin de l'année, on remarque un certain écart entre le plan d'action proposé et les réalisations qui peut s'expliquer par le mouvement au niveau de l'équipe. Mais comme en témoigne ce rapport, l'équipe du Comité logement a déployé tous les efforts pour faire avancer le droit au logement.

Les salariés ont profité de quelques moments pour se ressourcer :

- colloque du MEPAQ, Partir des gens pour changer le monde, (20 avril 2012);
- séminaire sur l'évaluation, Centre de formation populaire, (28 septembre 2012);
- cours de secourisme, (mars 2013).

SIGNIFICATION DES SIGLES ET ACRONYMES

AGA	Assemblée générale annuelle
ALPAR	Association de loisirs pour personnes à mobilité réduite
BRIC	Bâtir Rosemont par l'innovation et la concertation
CA	Conseil d'administration
CARRA	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
CDC	Corporation de développement communautaire
COMACO	Coalition pour le maintien dans la communauté
CSN	Confédération des syndicats nationaux
CSSS	Centre de santé et de services sociaux
DRE	Décider Rosemont ensemble
FCPASQ	Front commun des personnes assistées sociales du Québec
FRAPRU	Front d'action populaire pour le réaménagement urbain
GRT	Groupe de ressources techniques
HLM	Habitations à loyer modique
LEED	Leadership in Energy and Environmental Design
MASSE	Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi
MÉPAQ	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec
OBNL	Organisme à but non lucratif (d'habitation)
OMHM	Office municipal d'habitation de Montréal
PDM	Plan de développement de Montréal
RAPSIM	Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal
RCLALQ	Regroupement des comités logement et associations de locataires
RODCD	Regroupement des organismes en défense collective des droits du Québec
SAVA	Soutien aux aînés victimes d'abus
TDR	Table des requérants
TROPEV	Table régionale des organismes volontaires en éducation populaire
UQAM	Université du Québec à Montréal
VVR	Vivre et vieillir à Rosemont



COMITÉ LOGEMENT
ROSEMONT